

# Parti Révolutionnaire Communistes

99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : [communistes.hebdo@wanadoo.fr](mailto:communistes.hebdo@wanadoo.fr)

E'mail : [communistes2@wanadoo.fr](mailto:communistes2@wanadoo.fr)

12 décembre 2018

## ***Rapport au Bureau National du 12 décembre 2018.***

**C**hers camarades,

C'est notre premier bureau national après la tenue de notre huitième congrès des 16 et 17 novembre qui a confirmé la justesse de notre analyse de la société, comment faire pour en sortir ?, Est-ce possible ? Avec quels moyens ?

La richesse des débats a mis en valeur la profonde unité du parti et la nécessité absolue de le développer, de le renforcer car au regard de la situation actuelle, un parti révolutionnaire comme le nôtre est indispensable au peuple pour montrer, démontrer la responsabilité du capital et de toutes les forces qui le soutiennent dans cette bataille idéologique intense pour faire croire qu'il n'y a qu'une seule société possible, une société fondée sur le développement capitaliste, une société d'exploitation du travail, touchants tous les secteurs de la vie.

L'aggravation globale des conditions de vie, la violence des plans d'austérité sont expliqués comme étant nécessaires dans une société mondialisée où la compétitivité, la concurrence, la rentabilité sont le lot commun à tous les peuples du monde.

Cette politique capitaliste fait des ravages partout car le capitalisme n'existe pas pour résoudre les problèmes de l'humanité mais pour faire du profit.

Les peuples du monde sont confrontés, à la domination du capitalisme, au même problème de difficultés de vie.

Des résistances s'organisent, des luttes sociales ont lieu dans de nombreux pays, mais l'affaiblissement du mouvement révolutionnaire partout après la disparition de l'URSS a accéléré l'exploitation capitaliste.

Ce constat, nous le faisons souvent et nous continuerons à le faire pour une raison simple : le développement de partis révolutionnaires est essentiel, à partir de la réalité de chaque pays pour combattre et abattre le capital.

Pour ce qui nous concerne en France, nous avons mis l'accent à notre congrès sur le renforcement du parti, les débats ont démontré la volonté d'engager toutes nos forces militantes pour y parvenir. De ce point de vue nous vivons une période qui peut nous permettre de franchir une étape importante.

Le profond mécontentement que nous constatons depuis des années au travers des luttes dans les entreprises, des initiatives syndicales locales nationales, au travers également de l'abstention massive lors des élections politiques et des sondages d'opinion, commence à s'exprimer.

**Les difficultés du pouvoir à appliquer sa politique s'accumulent**, les luttes touchent tous les secteurs et ne s'arrêtent plus y compris pendant les périodes de congés que ce soit en été ou en hiver. C'est le cas aujourd'hui. On a rarement vu ce niveau de lutte en plein mois de décembre. Nous avons constaté les 9 et 18 octobre dernier au travers des fortes mobilisations à l'appel de la CGT et de FO, la possibilité de faire converger les luttes sociales, de leur donner plus de puissance. Les centrales syndicales en ont décidé autrement, elles se sont adressées au Medef pour exiger plus de « dialogue social », « seule garantie des intérêts des entreprises et des salariés ».

A chaque mesure de plus en plus violente appelée « réforme » engagée par le gouvernement, les centrales syndicales répondent par « dialogue social » dont on mesure les dégâts par les reculs sociaux, nourrissant le mécontentement et l'exaspération, laissant la place à tous les opportunistes lorsque la colère explose.

C'est ainsi que le mouvement des « gilets jaunes » est né, à partir d'une accumulation de difficultés, les annonces sur les taxes appliquées sur l'énergie ont été le détonateur.

Nous nous sommes exprimés sur ce mouvement, sa soi-disant spontanéité, son contenu, ceux qui le dirigent, les manœuvres de récupération, dans quel but.

Pour dégonfler la bulle du mécontentement et poursuivre la politique du capital, il fallait bien trouver aux forces politiques une voie en dehors des partis traditionnels, tous mouillés dans les choix politiques antérieurs, et des syndicats qualifiés de trop faibles, incapables de s'opposer aux décisions du pouvoir.

Cette « troisième voie » hors politiques et syndicats a déjà été tentée par le capital. Macron d'ailleurs a été élu sur cette base dont voit bien aujourd'hui la finalité. Cette idée selon laquelle « on est tous dans la même galère » patrons et salariés portent au fond l'association capital-travail. C'est ainsi que les principaux dirigeants dont les origines sont volontairement confuses ou masquées, sont des petits patrons, des dirigeants d'entreprises mais aussi des responsables de partis politiques de droite et d'extrême droite à la manœuvre pour manipuler le mécontentement, le détourner, le dévoyer.

Mais n'oublions pas que dans ce mouvement, il y a des travailleurs excédés, cherchant une voie pour s'en sortir, car l'absence de perspective politique pèse lourd.

Cela fait maintenant plus d'un mois que ce mouvement existe, il s'est développé sur la base de cette colère sociale avec l'aide impressionnante de la propagande capitaliste, tout est fait pour pousser dans une voie possible à l'expression du mécontentement qui s'est présentée, sans que le capital ne soit visé. On a tous pu remarquer l'absence totale du Medef, de la politique patronale quant aux responsabilités de la situation. Au fur et à mesure que les questions salariales et de pouvoir d'achat se sont posées, on a vu surgir les propositions patronales telles que baisse des « charges » des entreprises et autres plaidoyers similaires déjà appliqués par Macron.

Rien n'a jamais été dit ni entendu sur la responsabilité du capital dans la situation, rien sur les immenses profits réalisés, rien sur les richesses créées. Cette volonté à vouloir exonérer le patronat de toute responsabilité est distillée méthodiquement par les dirigeants du mouvement : il n'y a qu'un coupable c'est Macron d'où le slogan « Macron démission » pour faire oublier que Macron n'est que l'exécutant des multinationales à l'origine de la politique de casse des acquis sociaux, de l'aggravation du chômage et de la pauvreté, de la baisse des salaires et des pensions.

**Du côté des partis politiques** dont l'opportunisme n'est plus à démontrer, Marine Le Pen se sent des ailes lui pousser partout en dirigeant en sous-main un mouvement qu'elle peut utiliser pour apparaître comme un recours au pouvoir actuel. En demandant la dissolution de l'Assemblée nationale, elle vient au secours de la politique actuelle.

Mélenchon affirme que pour sortir de la situation il n'y a qu'un seul moyen : retourner aux urnes. Voilà une proposition révolutionnaire !! Surtout lorsque l'on sait ce que chaque dissolution a apporté au peuple au cours de son histoire. Aucun appel à la lutte anticapitaliste, le sujet est soigneusement évité, et pour cause, ils en sont les serviteurs.

Cette recomposition politique de la société française propulsée à la faveur des « gilets jaunes » n'a qu'un but : poursuivre et développer la politique en cours en maîtrisant le mécontentement qu'elle génère.

### **Le fond politique reste le même :**

- Du point de vue social, poursuite de la baisse du « coût du travail », disparition des acquis sociaux, appelés « réformes ».
- Du point de vue économique, faire disparaître, délocaliser toutes activités jugées non rentables.
- Du point de vue politique, recomposer les forces politiques, trouver la meilleure voie possible à l'association capital-travail. Tous les outils de propagande qui sont rappelés-détenus à 95 % par les multinationales sont mis en œuvre pour y parvenir.

Les événements qui ont lieu depuis un mois, sont relayés de manière quasi continue par l'ensemble des médias pour permettre au pouvoir de mettre en avant la violence de ceux qui luttent (ce sont les méchants), pour faire oublier ainsi la violence sociale accumulée année après année par les multiples mesures prises par les gouvernements successifs. C'est également une occasion pour réprimer et détourner l'attention, pendant qu'on parle des dispositifs policiers à longueur d'antenne, on évite le reste évitant bien sûr l'origine des difficultés sociales. Depuis tous temps, le pouvoir capitaliste a utilisé la violence comme arme de propagande pour éviter de répondre aux revendications et réprimer ceux qui luttent, rappelons-nous les conflits à Air-France et à la SNCF, les militants trainés devant les tribunaux et condamnés. La violence n'existe-t-elle pas à France Télécom, à La Poste ou les suicides ne se comptent plus, les conditions de travail deviennent insupportables partout et font des ravages, atteignent la santé des travailleurs.

Pour autant, le pouvoir doit trouver une issue au mécontentement qui donne l'illusion de répondre aux revendications sans rien changer à la politique d'austérité.

La mise en scène de lundi dernier relève du grand art, un exercice de comédie digne des plus grands théâtres avec une mise en scène ridicule malgré tous les efforts déployés par les médias pour dramatiser au maximum la « parole attendue du chef de l'État » selon les médias. Le ton larmoyant et compatissant employé par Macron n'a pas caché bien longtemps les intentions : il faut donner l'impression de répondre aux revendications sans toucher au capital ni remettre en cause la politique de réformes accélérées.

L'augmentation annoncée SMIC est une vaste fumisterie qui consiste à faire payer les salaires par les salariés eux-mêmes. C'était déjà le cas avec les exonérations de cotisations sociales reversées en salaire net, ici il s'agit de payer l'augmentation du SMIC par l'impôt (budget de l'État). « Cela ne coûtera pas un centime à l'entreprise » annonce Macron en bon défenseur des intérêts du capital. Pas question d'augmenter les salaires et les pensions de retraite, la CSG reste appliqué au-delà des 2000 € de pension, pas d'indexation sur les prix. En annonçant les heures supplémentaires désocialisées, Macron poursuit la politique de casse de l'ensemble de la protection sociale, en aggravant ses ressources de financement.

Les réformes sur l'assurance-chômage, la retraite, la fonction publique sont confirmées, bref rien ne change, tout reste à gagner.

La droite après les annonces de Macron appelle à arrêter mouvement, le PS souligne les avancées, Mélenchon appelle pour sa part à « l'insurrection populaire » autre proposition révolutionnaire dans l'état des rapports de forces actuels.

**Du point de vue des syndicats**, la CFDT conforme à son rôle de relais du Medef appelle à l'apaisement et salue l'empathie de Macron et au retour du « dialogue social ».

**La CGT appelle à faire de ce 14 décembre une journée de grèves et de manifestations** pour les salaires et les pensions, nous soutenons cette initiative et serons présents partout où les travailleurs exprimeront leurs revendications.

Comme on le voit, au pouvoir on fait semblant de reculer, de donner l'illusion de répondre au mécontentement sans que le capitalisme avec ses objectifs soit mis en cause.

Nous avons besoin d'éclairer sur le fond les objectifs poursuivis. Il faut au capital trouver des solutions pour développer encore et toujours plus le profit capitaliste. Pour cela il est indispensable pour le pouvoir, de détourner le mécontentement en faisant semblant d'y répondre, de s'assurer un maximum de soutien forces politiques et sociales pour assurer la paix sociale.

Nous ne pouvons dire aujourd'hui comment la situation va évoluer, mais nous devons continuer à soutenir sans ambiguïté tous les travailleurs en lutte dans leurs entreprises, appeler à l'amplification de ces luttes, à leurs convergences.

L'entreprise c'est le lieu d'exploitation du travail, c'est là où les richesses sont créées, ou le profit capitaliste trouve son origine, c'est là où il faut lutter pour revendiquer.

Ce n'est pas pour rien si les « gilets jaunes » ont choisi de bloquer les routes plutôt que d'engager la lutte dans les entreprises. Encore une fois le patronat n'est pas tenu pour responsable des difficultés.

Les projets du pouvoir actuel sont connus. Pour les appliquer il a besoin nous l'avons dit de dégonfler la bulle de mécontentement avec l'aide des forces politiques et sociales qui les soutiennent.

On a vu le défilé continu de tous ces représentants politiques et syndicaux qui se sont précipités à l'Élysée pour trouver une porte de sortie au gouvernement en difficulté. « L'unité nationale pour sauver la république menacée » est le nouveau cheval de bataille du pouvoir, c'est l'idée du « nouveau contrat social. La « grande consultation » des maires de France et des acteurs locaux pour « raviver la démocratie » consistent à utiliser tous les moyens de proximité pour expliquer la politique actuelle. Faire des 36 000 maires de France des relais à la politique du pouvoir est l'objectif. La situation n'a pas changé après les annonces de Macron, elle va encore s'aggraver pour les travailleurs. La politique reste la même, nous sommes loin d'une période révolutionnaire ou insurrectionnelle que voudraient faire croire les opportunistes de tous bords.

**La classe ouvrière n'a que les luttes comme outil** à sa disposition pour faire aboutir ses revendications et il en faudra beaucoup plus pour faire reculer le patronat. Il n'y a qu'une perspective politique claire pour changer de société, c'est celle que nous portons et notre activité consiste à la faire partager par les masses. Nous sommes dans cette phase importante. Nous voyons tous le handicap que représente l'affaiblissement des forces révolutionnaires dans cette période. Nous sommes le seul parti sur lequel la classe ouvrière, tous les travailleurs, la jeunesse, le peuple tout entier, peuvent s'appuyer.

Nous ne pouvons échapper au débat, il est partout. Les gens qui nous parlaient hier que de la pluie et du beau temps, discutent sans retenue aujourd'hui de la situation dans laquelle ils sont, du pouvoir politique, des syndicats, c'est peut-être un des seuls mérites du mouvement actuel et cela nous permet de donner notre opinion, d'établir un contact, mais aussi de constater qu'il faudra

beaucoup de temps et d'explications pour engager la lutte politique pour la changer vraiment. Il faut aller à l'essentiel car dans les débats actuels, ça va dans tous les sens, dans les détails et les anecdotes. Nous constatons également, mais nous l'avons déjà souligné à plusieurs reprises et à notre congrès, un plus grand intérêt à ce que nous disons, aux tracts que nous diffusons. Il y a visiblement une recherche plus grande pour sortir des difficultés, un intérêt à chercher des solutions.

**Nous avons donc un rôle très important à jouer dans cette période**, tout repose sur notre activité dans les départements, les luttes sociales ne cessent pas, les travailleurs veulent se battre pour leurs revendications, la jeunesse au travers des lycéens et des étudiants luttent pour le droit à l'enseignement supérieur et à ses conditions d'accès.

Le contact est plus facile aujourd'hui avec ceux qui luttent, nous pouvons déployer nos forces en engageant les militants, les sympathisants à aller à la rencontre des travailleurs, tenir des réunions, des assemblées.

L'année 2019 sera riche en événements, nous ne savons pas comment va évoluer les rapports de force mais nous devons nous engager pleinement dans la bataille politique par notre présence auprès de ceux qui luttent.

**Les élections européennes** vont être le théâtre d'une bataille politique importante, c'est une occasion supplémentaire dans le contexte social actuel pour apporter, développer nos propositions révolutionnaires. Éclaircir sur les enjeux de ces élections, démontrer la convergence des politiques du capital européen et les conséquences pour notre pays. Développer notre appel à la lutte contre l'Europe capitaliste, nos propositions, à l'heure où toutes les forces politiques et sociales avancent l'idée d'une « Europe sociale » sans s'attaquer au capitalisme, c'est un piège tendu à ceux qui veulent que ça change.

Il faut nous préparer à cette bataille politique dès maintenant, décider de dates de réunions élargies, continuer à désigner nos candidats, le temps va passer vite, il ne faut donc pas en perdre.

Ces élections européennes ne peuvent échapper au débat sur l'état du monde aujourd'hui, le poids de l'Europe capitaliste dans le monde, sa responsabilité dans les pays qu'elle contrôle, les conséquences terribles que cela engendre. Le mécontentement est profond en France, c'est le cas également dans les pays d'Europe. Le capital utilise d'autres armes pour faire face et poursuivre son développement.

L'arrivée de forces politiques d'extrême droite, ouvertement fascistes, l'installation de gouvernements autoritaires et racistes est l'outil utilisé par le capital pour se développer.

Cette montée des forces d'extrême droite en Europe est inquiétante mais c'est aussi le résultat de l'affaiblissement, dont on a déjà parlé, des forces révolutionnaires notamment dans les pays de l'ex URSS.

Cette situation internationale dominée par le capital est le théâtre d'affrontements entre grandes puissances. L'Europe veut jouer sa partition, la France la sienne notamment en Afrique.

Les pouvoirs autoritaires se multiplient en Europe et dans le monde car il faut que le capital se développe quel qu'en soit le prix.

Nous aurons à développer tous ces aspects dans le cadre de la campagne des élections européennes en liant étroitement les conséquences de la politique du capital mondial avec la situation que nous vivons en France.

Chers camarades,

Beaucoup de travail en perspective dans cette situation sociale agitée, utilisons notre journal, l'appel du congrès pour aller à la rencontre des travailleurs, prenons des dates de réunion, continuons à établir la liste des candidats aux européennes et puis bien sûr remettons les cartes d'adhérents 2019, pensons aux finances du parti, sollicitons la souscription.

Bonne fin d'année à tous, bons débats et bon repos pour celles et ceux qui vont en prendre.